

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 METZ
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 22 avril 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2025

Contexte et constats

publié sur  **RISQUES**

ORTEC GENERALE DE DEPOLLUTION

Rue du port
57525 Talange

Références : TALANGE_OGD_2025-04-10_RAPVI_RPL_01320

Code AIOT : 0006209883

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement ORTEC GENERALE DE DEPOLLUTION implanté Rue du port 57525 Talange.

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action du plan pluriannuel de contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORTEC GENERALE DE DEPOLLUTION
- Rue du port 57525 Talange
- Code AIOT : 0006209883 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La société Ortec générale de dépollution (OGD) exploite une installation de traitement biologique de déchets et de valorisation de terres polluées ainsi qu'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets sous couvert de l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT/BEPE-149 du 13 juillet 2018 modifié.

Les activités sont également réglementées notamment par :

- l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1	
2	Surveillance des rejets gazeux	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 3.3.2 (partiel)	
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 9.4.2.4	
4	Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 9.2.2	
5	Procédure de sortie	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 8.4.2	
6	Registre de sortie	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 8.4.3	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'inspection des installations classées (l'inspection) ne relève pas de non-conformité sur les prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1

Thème(s) : Risques chroniques Surveillance des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

X. Valeurs limites d'émissions et surveillance des émissions applicables à toutes les installations de traitement de déchets

Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Matières en suspension (MES)	60 mg/l	Par bâchée
Demande chimique en oxygène (DCO)	180 mg/l	
Carbone organique total (COT)	60 mg/l	

Articles connexes contrôlés

Arrêté préfectoral DCAT/BEPE n°149 du 13 juillet 2018

Article 4.4.8. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières

déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température < 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

Article 4.4.9.1. Rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites ci-dessous.

Référence du point de rejet vers le milieu récepteur : darse.

(tableau non reproduit)

NOTA:

Les prescriptions de l'annexe 3.3 - Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement biologique, ne s'appliquent pas à l'activité de la société OGD, celle-ci consistant exclusivement en de la dépollution par traitement biologique des terres polluées.

Constats :

Vu :

- le tableau 2024 de suivi de mesure des rejets aqueux de l'exploitant (10 bâchées du 4 janvier 2024 au 18 décembre 2024) ;
- les rapports d'analyse par bâchée établis par des organismes agréés : EUROFINs (contrôle par sondage du rapport du 8 novembre 2024) et APAVE (contrôle par sondage des rapports du 7 juin 2024 et du 12 juin 2024).

L'inspection ne relève pas de non-conformité sur la prescription contrôlée.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des rejets gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 3.3.2 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques Surveillance des rejets gazeux

Prescription contrôlée :

Article 3.2.2. Conditions générales de rejet

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les installations de traitement des rejets atmosphériques sont dimensionnées pour traiter un débit d'air minimal de 2 200 m³/h. Le site ne comporte qu'un seul point de rejet en sortie du biofiltre.

[...]

Article 3.2.3. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

	Concentration en mg/Nm ³ en sortie de la bio-pile
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) (en carbone total).	50
Somme des COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.	20
Somme des substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées le mentions de danger H340, H350, 2 H350i, H360D ou H360F	
Somme des composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribués les mentions de dangers H341 ou H351	20

NOTA:

Les prescriptions de l'annexe 3.3 - Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement biologique, ne s'appliquent pas à l'activité de la société OGD, celle-ci consistant exclusivement en de la dépollution par traitement biologique des terres polluées.

Constats :


Vu le rapport du 07/01/2025 (mission réalisée le 10/09/2024/) établi par la société SOCOTEC, concluant au respect des conditions générales de rejet et des valeurs limites d'émission pour les rejets atmosphériques des installations (bio-pile), l'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 9.4.2.4	
Thème(s) : Risques chroniques Surveillance des eaux souterraines	
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines. Le réseau de suivi est constitué de 3 piézomètres selon le plan joint en annexe III.</p> <p>Des analyses sont réalisées semestriellement sur chacun des piézomètres (niveau de la nappe, pH, conductivité, O2 dissous, DCO, MES et hydrocarbures totaux, HAP, PCB, BTEX, COHV, métaux totaux).</p> <p>Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée par comparaison avec l'état initial, l'exploitant, en accord avec l'inspection des installations classées, met en place un plan d'actions et de surveillance renforcée.</p>	
Constats : <p>Vu :</p> <ul style="list-style-type: none">• les justificatifs de l'exploitant relatifs à la réalisation de campagnes semestrielles de suivi de la qualité des eaux souterraines (contrôle par sondage pour les années 2022 à 2024) ;• les rapports de suivi des eaux souterraines du 11/06/2024 et du 13/01/2025 établis par la société ORTEC-SOLEO, concluant notamment :<ul style="list-style-type: none">- à l'absence de teneurs significatives en composés organiques (HCT, PCB, COHV, BTEX) et métaux dans les eaux souterraines ;- à une faible contamination en HAP en amont du site. Les valeurs s'estompent sur les ouvrages avals et retombent sous les seuils de l'arrêté du 11 janvier 2007. <p>Cette contamination amont résulte vraisemblablement d'une pollution hors de l'emprise de la plateforme suivant le sens d'écoulement de la nappe.</p> <p>L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 4 : Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 9.2.2	
Thème(s) : Risques chroniques impact des rejets atmosphériques sur l'environnement	
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance annuelle des retombées de poussières. Un bilan annuel est transmis à l'Inspection des installations classées.	
Constats : Vu : <ul style="list-style-type: none">• les justificatifs de l'exploitant relatifs à la réalisation d'une surveillance annuelle des retombées de poussières (contrôle par sondage pour la période 2022-2024) ;• le rapport 2024 de surveillance des retombées de poussières du 07/01/2025 (campagne de mesure du 1 septembre au 17 octobre 2024) établi par la société SOCOTEC, concluant que les quantités de poussières mesurées, comprises entre 1.06 et 3.49 g/m²/mois, sont inférieures aux références de la norme AFNOR NFX 43-007 (1 g/m²/j = limite entre les zones « fortement » et faiblement polluées) et de la norme TA-LUFT (Allemagne) qui fixe la limite à 0,35 g/m²/j pour éviter les pollutions importantes. L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 8.4.2

Thème(s) : Risques chroniques Procédure de sortie

Prescription contrôlée :

Après traitement, chaque lot de terres destiné à être réutilisé sur un site receveur différent du site d'origine doit faire l'objet d'une caractérisation *a minima* conforme l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Si en fin de traitement, au moins une des valeurs limites mentionnées dans l'arrêté ministériel précité n'est pas respectée, les terres doivent être orientées vers une filière de valorisation ou d'élimination dûment autorisée sous réserve que les terres dépolluées respectent les critères d'admission de cette installation.

L'exploitant doit obtenir, préalablement à l'enlèvement des terres dépolluées :

- dans le cas d'une opération d'aménagement, l'engagement écrit de la personne valorisant les terres:

o que l'opération a un but de valorisation et que l'opération fait l'objet d'une approche environnementale et sanitaire;

o dans le cas des terres réutilisées sur le site de leur excavation, qu'un plan de gestion est mis en œuvre ;

- l'accord écrit de la filière de valorisation ou d'élimination.

L'exploitant est en mesure d'apporter tous les justificatifs afférents à la filière retenue (nom et adresse de l'établissement, arrêté d'autorisation...).

Avant leur évacuation, les terres dépolluées font l'objet de la prise d'au moins :

- deux échantillons composites représentatifs : un des deux échantillons composites, comme définis à l'article 8.1.6.3, fait l'objet d'une analyse portant sur les paramètres définis ci-dessus, hormis les composés volatils,

- deux échantillons unitaires représentatifs : un des deux échantillons unitaires, comme définis à l'article 8.1.6.3, fait l'objet d'une analyse portant sur les composés volatils définis ci-dessus.

Les deux échantillons non analysés (un échantillon composite et un échantillon unitaire) sont conservés au moins 3 mois et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que les lots de terres traitées sur le site ont jusqu'à présent toujours été destinés à être réutilisés sur un site receveur différent du site d'origine et ont fait l'objet de la caractérisation, des procédures et des contrôles prescrits.

L'inspection a contrôlé par sondage les éléments relatifs à deux opérations de sortie, l'une dans le cadre d'une filière de valorisation (code de traitement de déchets R5), l'autre dans le cadre d'une filière d'élimination (code de traitement de déchets R5) et a constaté, dans les deux cas :

- la présence de tous les documents préalables à l'envoi des déchets dans les filières destinataires : fiches d'identification des déchets (FID) et certificats d'acceptations préalables (CAP) ;
- les bordereaux de suivi des déchets (BSD) ;
- les analyses de caractérisation prescrites ;
- la justification du nombre d'échantillons prescrit : l'exploitant a présenté dans ce cadre l'engagement du laboratoire d'analyse sur la durée et les conditions de conservation des échantillons non analysés.


L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registre de sortie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 8.4.3	
Thème(s) : Risques chroniques registre de sortie	
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignées toutes les terres dépolluées sortantes. Le registre des terres dépolluées sortantes contient pour chaque lot de terres dépolluées sortantes, les informations minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition du lot,- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement),- le cas échéant, la quantité de terres dépolluées sortante,- le nom et l'adresse du site receveur ou de l'installation vers lequel ou laquelle le lot est expédié,- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement,- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets,- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n°1013/2006 du 14 juin 2006,- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008,- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L.541-1 du code de l'environnement. Ce registre est tenu à la disposition du service de l'inspection des installations classées.	
Constats : L'inspection a constaté lors de la visite que l'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignées toutes les terres dépolluées sortantes (contrôle par sondage des données relatives aux deux sorties de lots vérifiées dans le cadre du point de contrôle n°5 - procédure de sortie), comprenant tous les éléments prescrits. L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	